

Le 2 février l'université et les laboratoires s'arrêtent !

Le mot d'ordre qui a été lancé le jeudi 22 janvier lors de la coordination nationale des universités est historique. C'est la première fois que se réunissent dans un même mouvement unitaire et avec une détermination commune des enseignants-chercheurs, des chercheurs et des membres du personnel de l'enseignement supérieur très différents par leurs affiliations syndicales, politiques ou disciplinaires mais tous convaincus que la bataille qui s'ouvre les concerne tous et peut être décisive. Nous n'avons pas voulu cette épreuve de force. Elle nous est imposée par le gouvernement : par la loi LRU, que nous avons toujours dénoncée sans ambiguïté et qui, sous couvert d'autonomie, renforce les féodalités locales et paupérise les universités ; par sa conception du pilotage autoritaire et centralisé de la recherche et par le démantèlement des grands organismes de recherche ; par une obsession de la concurrence sauvage de tous contre tous (individus, formations, laboratoires, universités) au nom d'une politique de spécialistes du marketing au petit pied, qui étend indéfiniment la précarisation des chercheurs, des doctorants et post-doctorants et de tous les personnels de l'enseignement supérieur ; par ses pratiques de « concertation » marquée, selon la feuille de route de leur mentor présidentiel, par la conviction qu'il est bon d'écouter tout le monde mais qu'il ne faut pas en tenir compte ; par son obstination à vouloir agir contre la majorité de la communauté universitaire, quelles que soient les envolées lyriques d'une ministre qui connaît bien mal le monde de l'université et celui de la recherche ; par son discours affiché sur les résultats de la recherche et sur son prétendu déclin, au prix de travestissements grossiers de la réalité.

Nous n'avons pas voulu cet affrontement mais nous ne le refuserons pas. Nous demandons que le gouvernement retire son projet de « réforme » du statut des enseignants-chercheurs et sa « réforme » de la formation et du recrutement des enseignants mais aussi qu'il revienne partout sur ses décisions

de suppressions de postes statutaires, qu'il renonce à son projet de modification de statut des doctorants, qu'il dise comment il entend lutter contre la précarisation croissante dans le monde de l'enseignement et de la recherche. Nous savons bien que de vraies réformes sont nécessaires sur certains des points évoqués mais si l'on veut qu'elles soient efficaces et légitimes, elles ne sauraient être mises en place contre l'avis de la plupart des acteurs concernés. Une discussion peut s'ouvrir sur n'importe lequel de ces sujets mais elle ne doit comporter aucun préalable et s'inscrire dans le cadre de négociations et non dans celui d'une concertation ministérielle n'engageant à rien.

L'éloge incessant de la concurrence et de la « culture du résultat » tente de mettre à bas la collégialité et dédaigne les logiques propres à la production comme à la transmission des connaissances, hors desquelles il n'est pas d'Université. Nous ne sommes pas face à une « réforme » de plus mais face à une volonté de mettre à bas l'université et les organismes de recherche au moyen d'une attaque violente. Face à cette agitation dangereuse et à ce mépris affiché qui prétendent définir une politique, nous répondrons avec la sérénité et la détermination de ceux qui veulent que l'Université puisse demeurer une fois que Monsieur Sarkozy sera parti.

Plus que jamais, tous ensemble

Sauvons l'université !

P.S. : Lundi 2 février, organisez dans ou devant votre établissement, non sans en avoir auparavant informé la presse, un "freezing" matérialisant, affiches à l'appui, l'arrêt de l'université.

Pour télécharger ce communiqué sous forme de tract:

<http://www.sauvonsluniversite.com/spip.php?article1502>